



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

N° DE MARCHÉ

2	0	2	5	-	1	0	4
---	---	---	---	---	---	---	---

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(CCP)

OBJET : PRESTATIONS DE SERVICE DE LOCATION ET DE LIVRAISON DE MATÉRIELS AUDIOVISUELS, SCÉNIQUES ET ASSIMILÉS, PRESTATIONS D'INTERVENTIONS TECHNIQUES PROFESSIONNELLES SPÉCIALISÉES ET ACHAT DE CONSOMMABLES ASSOCIÉS, POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

TITULAIRE :

Le présent CCP comporte vingt-et-une (21) pages, annexe 1 comprise.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

AQUARIUM TROPICAL

293, avenue Daumesnil • 75012 Paris • T + 33 1 53 59 58 60 • F+ 33 1 53 59 58 66 • palais-portedoree.fr

SIRET 130 002 728 00017 • APE 9103 Z

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATION DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS À RÉALISER ET CONDITIONS DE LEUR RÉALISATION

ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX – RÉVISION

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES ET DE RÈGLEMENT

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE LIVRAISON ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

ARTICLE 8 : DÉLAIS D'EXÉCUTION

ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

ARTICLE 11 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 13 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

ARTICLE 15 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

ARTICLE 16 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

ARTICLE 17 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

ARTICLE 18 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ANNEXE 1 : PLAN DE L'AIRE DE LIVRAISON

ANNEXE 2 : PARC DES MATÉRIELS APPARTENANT À L'EPPPD

ANNEXE 3 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'EPPPD

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire la réalisation de prestations de service de location et de livraison de matériels audiovisuels, scéniques et assimilés, la réalisation de prestations d'interventions techniques professionnelles spécialisées et l'achat de consommables associés pour répondre aux besoins de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement »).

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

2.1 – Pour l'Établissement

La responsabilité du suivi de l'exécution du présent marché est assurée par la direction de la vie des arts et des idées, représentée par Monsieur Samir MÉKARI, régisseur général de l'Établissement (samir.mekari@palais-portedoree.fr ; 01 53 59 64 15).

2.2 – Pour le titulaire

2.2.1 – Désignation du responsable

Dès la notification du marché (et dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires à compter de cette notification), le titulaire du présent marché s'engage à désigner et communiquer à l'Établissement les coordonnées (en particulier le nom, un numéro de téléphone et une adresse de courriel) d'une personne physique spécifiquement chargée du suivi de l'exécution des prestations relevant du présent marché. Cette personne sera également chargée de représenter le titulaire auprès de l'Établissement pendant toute la durée d'exécution du marché.

Ce responsable sera le seul interlocuteur de l'Établissement pour ce qui concerne l'exécution des prestations. Il devra rendre compte immédiatement au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, oralement et par écrit, de tout incident survenu durant l'exécution des prestations.

Ce responsable sera placé sous l'autorité administrative du représentant de l'Établissement visé au point 2.1 ci-dessus et sous l'autorité hiérarchique unique et exclusive du titulaire, en sa qualité d'employeur.

En outre, ce responsable assurera la coordination, la gestion et l'organisation des prestations objet du présent marché ainsi que le contrôle de la qualité de réalisation de celles-ci.

Enfin, il sera tenu de notifier sans délai à l'Établissement les modifications pouvant survenir au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteront :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire,
- À la forme juridique sous laquelle le titulaire exerce son activité,
- À la raison sociale ou à la dénomination du titulaire,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires qui seraient modifiées,
- Aux renseignements que le titulaire a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Aux éventuels décisions et jugements de placement de la société du titulaire en redressement ou liquidation judiciaire,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de sa société pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.2.2 – Remplacement

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, en cas d'absence du responsable technique, le titulaire désignera dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, par écrit, une autre personne physique pour le remplacer, de qualification identique.

L'Établissement aura la possibilité de ne pas accepter le remplaçant proposé dans un délai maximum de quinze (15) jours après sa désignation. Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer un autre remplaçant, dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

L'absence de désignation d'un responsable technique par le titulaire dans les délais visés au présent article 2.2 sera susceptible de faire l'objet d'une pénalité financière à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATION DU MARCHÉ

3.1 – Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire, pour une durée ferme initiale de vingt-quatre (24) mois.

Le marché sera ensuite renouvelable deux fois, par tacite reconduction, pour deux (2) périodes annuelles successives, à moins que l'Établissement ne notifie au titulaire une décision expresse de non-reconduction du marché, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de quatre (4) mois avant chaque date anniversaire du marché.

La durée maximale du présent marché est en conséquence fixée à quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne pourra s'opposer à aucune reconduction tacite acceptée par l'Établissement.

Le présent marché pourra être dénoncé à tout moment par l'Établissement, sur décision motivée et notifiée au titulaire, en respectant un délai de préavis de quatre (4) mois.

3.2 – Modification du marché

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, soit lorsque :

- Les modifications seront prévues dans les documents du présent marché ;
- Des travaux, fournitures ou services supplémentaires seront devenus nécessaires ;
- Les modifications seront rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substituera au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne seront pas substantielles ;
- Les modifications seront de faible montant.

La ou les modifications seront à formaliser par voie d'avenant signé entre les parties.

En l'espèce, une clause de réexamen pour des modifications au marché pourra notamment intervenir sur les éléments ou événements suivants (sans que le titulaire ne puisse s'y opposer) : les parties examineront ensemble les conséquences, notamment financières, de la survenance de circonstances imprévisibles qui ont pour effet de dégrader de façon significative les conditions d'exécution du marché : augmentation des prix de matières premières composant les consommables et/ou les matériels audiovisuels, scéniques et assimilés.

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS À RÉALISER ET CONDITIONS DE LEUR RÉALISATION

Le présent marché dont l'exécution est confiée au titulaire n'emporte aucune exclusivité au profit de ce dernier. Le titulaire supporte une obligation de résultat pour l'exécution des prestations.

4.1 – Description des activités et des espaces de l'Établissement liés aux prestations de service et aux fournitures objet du marché

L'Établissement développe une programmation artistique et culturelle se déclinant à travers une pluralité d'activités, comprenant notamment l'organisation de :

- Spectacles de danse, théâtre, cirque, arts de la rue, « stand up » ;
- Performances (art contemporain, cultures urbaines...) ;
- Concerts de musique classique et de musiques actuelles ;
- Design, installations *in situ* et scénographies ;
- Projections vidéo ;
- Conférences et débats ;
- Rencontres littéraires ;
- Etc.

Cette programmation est majoritairement organisée par l'Établissement dans le cadre de quatre temps forts réguliers ainsi que d'une programmation régulière tous les mercredis soir ;

À ces temps forts s'ajoutent également différents événements de nature et d'ampleur différentes, notamment :

- Des manifestations nationales (Fête de la musique, Nuit des musées, journées du patrimoine...) ;
- Des rendez-vous publics réguliers à raison d'environ une conférence, d'une rencontre littéraire et de projections cinéma qui nourrissent notamment la programmation des mercredis ;
- Des rendez-vous artistiques ponctuels en partenariat avec des festivals et d'autres structures culturelles.

La programmation artistique et culturelle de l'Établissement a également pour particularité de se déployer dans plusieurs espaces de l'Établissement, aux caractéristiques techniques et aux contraintes acoustiques et d'installation du matériel diverses et que le titulaire devra prendre en compte. Il s'agit notamment de :

- Son auditorium, qui sera prochainement en travaux pour plusieurs mois et qui sera remplacé temporairement par l'espace du hall Marie Curie, qui aura les mêmes caractéristiques acoustiques et techniques que l'auditorium actuellement utilisé.
- Ses espaces patrimoniaux du rez-de-chaussée (Forum, hall Marie Curie, salons historiques, hall d'honneur). Ces espaces présentent des particularités liées aux éléments suivants : ils ont une forte résonance ; il y a la présence d'un aquarium tropical à l'étage inférieur qui impose des limites acoustiques pour le respect des collections vivantes ; il y existe un système d'accroche sommaire voire inexistant dans certains espaces ; des œuvres fragiles (fresques murales classées, mosaïques au sol...) sont présentes dans ces espaces.
- Le salon des laques, situé au premier étage du bâtiment,
- Son parvis et ses espaces extérieurs.

La nature patrimoniale et atypique de ces différents espaces rend primordiales l'expertise technique du titulaire ainsi que l'adéquation du matériel à chaque configuration d'événement.

Le titulaire devra en conséquence proposer dans le cadre du présent marché des fournitures et des prestations adaptées tant aux activités de l'Établissement qu'à ses espaces et à leurs différentes particularités (techniques ou spatiales), tels que précisés au présent article.

4.2 – Description des prestations à réaliser

Dans le cadre du présent marché, les prestations à réaliser concernent la location et la livraison de matériels audiovisuels, de sonorisation, d'éclairage et/ou vidéo et assimilés, la réalisation de prestations de service d'interventions techniques professionnelles spécialisées ainsi que la fourniture de consommables associés, pour répondre aux besoins de la programmation artistique et culturelle de l'Établissement.

4.2.1 – Location de matériels et achat de consommables

La typologie et les caractéristiques techniques précises des matériels et consommables à fournir par le titulaire à la demande de l'Établissement figurent au bordereau des prix unitaires (BPU) du marché, en annexe 2 à l'acte d'engagement.

Concernant les matériels mis à disposition de l'Établissement en location, le titulaire s'engage à fournir et livrer des matériels de technologie récente, en parfait état de fonctionnement et, en tout état de cause, conformes à la réglementation et aux normes en vigueur pour l'utilisation qui en sera faite, mais également conformes à toutes les autres normes que ces matériels doivent respecter.

Concernant les consommables qui seront vendus à l'Établissement, le titulaire s'engage à fournir et livrer des consommables **neufs ou reconditionnés**, de technologie récente, en parfait état de fonctionnement et, en tout état de cause, conformes à la réglementation et aux normes en vigueur pour l'utilisation qui en sera faite, mais également conformes à toutes les autres normes que ces matériels doivent respecter.

Dans le cadre d'une démarche de développement durable et d'écoresponsabilité, le titulaire est invité à adopter, lorsque cela est possible, des pratiques visant à limiter l'impact environnemental au titre de l'exécution des prestations ou la fourniture de consommables. Cela pourra inclure l'optimisation des transports et des déplacements et/ou des principes d'écoconduite, une gestion raisonnée des ressources et des consommations énergétiques, ainsi que la réduction des emballages et le tri des déchets.

L'utilisation de solutions techniques plus durables et/ou de matériels éco-conçus est encouragée, sans constituer une obligation impérative. Toute initiative du titulaire visant à intégrer ces principes, dans le respect des exigences techniques et économiques du marché, sera appréciée et valorisée.

Les éléments listés au bordereau des prix unitaires (BPU) pourront être complétés, en cas de besoin de l'Établissement, par d'autres éléments prévus au catalogue du titulaire. Dans ce cas, toute commande de location de matériels ou de fournitures de consommables ne figurant pas au BPU, se fera dans les conditions de l'article 6.1.2 ci-après (commandes hors BPU). Afin d'apprécier l'ensemble des autres éléments pouvant être mis à disposition par le titulaire, le catalogue complet du matériel technique devra être joint au mémoire technique.

Si le matériel ou le consommable commandé par l'Établissement et livré à celui-ci est défectueux ou non-conforme, le titulaire s'engage à le remplacer dans un délai maximum de deux (2) heures après la demande de remplacement formulée par l'Établissement et aux frais exclusifs du titulaire. À défaut, le titulaire pourra encourir la pénalité financière de retard visée à l'article 10 ci-après.

4.2.2 – Réalisation d'interventions techniques professionnelles et spécialisées

L'Établissement pourra en cas de besoin faire appel au titulaire pour la réalisation d'interventions techniques spécialisées pour assister la régie générale de l'Établissement dans le cadre des événements et spectacles qu'il organise.

Le titulaire s'engage à ce que ces prestations soient réalisées par des professionnels spécialisés dans le domaine du spectacle vivant et compétents.

Si l'Établissement constate qu'un membre du personnel du titulaire dédié à la réalisation de telles prestations techniques professionnelles et spécialisées est défaillant, il le signalera au titulaire par écrit (courriel). Dès lors, le titulaire s'engage à ne plus affecter cette personne à la réalisation des prestations demandées par l'Établissement.

4.3 – Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du présent marché s'exécuteront sur l'ensemble des espaces de l'Établissement ou éventuellement dans tout autre espace qui serait précisé au titulaire par l'Établissement.

Certaines prestations pourront également être exécutées dans les locaux du titulaire (notamment la rédaction des rapports à la suite des interventions et prestations réalisées dans l'Établissement).

4.4 – Organisation et modalités de réalisation des prestations

La régie générale de l'Établissement organise et coordonne, au travers de son régisseur général, l'exploitation technique des projets et événements de programmation.

Ainsi, pour l'ensemble des fournitures et prestations objet du présent marché, le régisseur général de l'Établissement sera le référent du titulaire.

Le régisseur général fournira au titulaire un planning d'interventions par événement ainsi que les fiches techniques et les éléments nécessaires à la mise en place de cet événement.

De façon générale, le titulaire s'engage à respecter le descriptif d'intervention suivant :

- Évaluer et proposer, sur un mode argumenté, des solutions comparées optimisant les moyens humains, économiques et matériels à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations et la livraison des matériels et fournitures commandés ;
- Contrôler l'application des règles de travail, d'hygiène et de sécurité, notamment les EPI (équipement de protection individuelle) de tous les intervenants du titulaire affectés à la réalisation des prestations sur le site de l'Établissement ;
- Participer à l'accueil technique des artistes et à la bonne relation entre les équipes techniques, logistiques et artistiques intervenant dans le cadre des événements organisés par l'Établissement ;
- Assister aux répétitions des événements organisés par l'Établissement, à ajuster et optimiser les moyens techniques disponibles.

4.4.1 – Délais

Pour les grands événements issus de sa programmation, l'Établissement s'engage à établir un bon de commande au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date de chaque événement se produisant sur le site de l'Établissement.

Pour des événements de moindre ampleur, le titulaire devra répondre à une demande technique urgente de l'Établissement dans un délai de vingt-quatre (24) heures pour des événements de type « conférence » et de soixante-douze (72) heures pour des événements de type « spectacle vivant ».

4.4.2 – Livraison et reprise des matériels et consommables

Dans un délai de quarante-huit (48) heures au plus tard avant chaque livraison de matériels et consommables, le titulaire communiquera obligatoirement par courriel adressé au régisseur général de l'Établissement (samir.mekari@palais-portedoree.fr) les coordonnées complètes du livreur et l'identification du véhicule (marque et plaque d'immatriculation).

Les personnels techniques et les transporteurs de matériels devront obligatoirement être munis d'une pièce d'identité pour accéder à l'Établissement.

Le titulaire sera responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée lors de la livraison par ses personnels ou son transporteur.

La reprise de tout le matériel technique devra s'effectuer à la fin de chaque événement, le matériel ne pouvant en aucun cas être stocké sur le site de l'Établissement. Les modalités pratiques de la restitution des matériels seront arrêtées d'un commun accord entre les parties.

4.4.3 – Consignes et accès

Le titulaire devra respecter les consignes qui lui seront communiquées par l'Établissement, en particulier en matière d'entrée et de sortie des personnes et des biens de l'Établissement.

La responsabilité du titulaire pourra être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle des entrées et des sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle des sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par son personnel. Elle pourra être également recherchée en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le site de l'Établissement sera accessible au titulaire et à ses personnels, du lundi au dimanche de 07h00 à 20h30. Des dérogations d'accès en soirée seront possibles les jours de manifestations ou d'événements.

L'accès des livraisons pourra se faire par l'entrée Nord du bâtiment, située au 8, avenue Armand Rousseau – 75012 Paris. Seule la dépose et la reprise seront autorisées. Aucun stationnement ne sera autorisé dans l'enceinte de l'Établissement.

L'accès à cette seconde entrée devra faire l'objet d'une demande écrite (courriel) particulière et préalable, effectuée auprès du représentant de l'Établissement, au moins quarante-huit (48) heures avant la date envisagée. Cette demande devra indiquer l'identité de la ou des personnel(s) du titulaire intervenant sur le site de l'Établissement ainsi que la marque, l'immatriculation, les horaires d'arrivée et de départ du véhicule.

4.4.4 – Rapport d'incident

L'ensemble des incidents constatés par les personnels du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché devra obligatoirement donner lieu à la rédaction par ces personnels d'un rapport d'incident écrit, qui devra être adressé sans délai et par voie électronique au représentant de l'Établissement.

4.5 – Obligations relatives aux personnels du titulaire et de ses sous-traitants éventuels

4.5.1 – Qualification et habilitation

Tous les personnels du titulaire et ses sous-traitants dûment agréés par l'Établissement, amenés à procéder à une ou plusieurs interventions sur site, devront posséder toutes les qualifications et habilitations requises pour la réalisation des prestations objet du marché. Le titulaire garantit l'Établissement à cet égard.

L'absence constatée de qualification et/ou de certification des personnels intervenant sur le site de l'Établissement dans le cadre du présent marché entraînera l'application de pénalités financière à l'encontre du titulaire, telles que prévues à l'article 10 du présent CCP.

4.5.2 – Formation

En tant que de besoin, le titulaire s'engage à mettre en place en faveur de ses personnels des plans de formations adaptés aux besoins liés aux prestations objet du marché et aux nécessités de qualifications et de certifications qui en découlent.

4.5.3 – Gestion du personnel

Dans un délai de quinze (15) jours après la notification du marché, le titulaire établira une liste nominative de ses personnels amenés à intervenir sur le site de l'Établissement, qu'il transmettra au représentant de l'Établissement. Cette liste devra être tenue à jour par le titulaire et transmise à l'Établissement dès qu'un changement interviendra.

Le titulaire vérifiera que l'ensemble de son personnel d'intervention dispose bien de la qualification correspondante à sa mission, ainsi qu'une bonne connaissance du site, des consignes de sécurité et d'accès données par l'Établissement. Le titulaire s'engage, autant que possible, à affecter à l'Établissement le même personnel d'intervention pour chaque commande de façon à pouvoir connaître parfaitement les lieux et les modes de fonctionnement de l'Établissement.

Le titulaire s'engage également à ce que ses personnels, qu'il mettra à disposition de l'Établissement au titre du présent marché, respectent le règlement intérieur de l'Établissement ainsi que l'ensemble des consignes, notamment d'accès et de sécurité, qui lui seront notamment communiqués par le régisseur général de l'Établissement.

Le titulaire, en sa qualité d'employeur, sera et restera le seul responsable détenant une autorité hiérarchique sur les personnels qu'il affectera sur le site de l'Établissement.

4.6 – Respect des normes

Le titulaire s'engage à respecter toutes les normes en vigueur et applicables à l'exécution des prestations dues au titre du présent marché. Il devra notamment fournir, sur demande de l'Établissement, toutes les fiches techniques ou d'utilisation se rapportant aux matériels mis à la disposition de l'Établissement au titre de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX – RÉVISION

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres, soit le mois d'avril 2025 (mois « M0 »).

5.1 – Détermination des prix

5.1.1 – Part à commandes

Le montant de la part à commande sera déterminé par l'application des prix indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) du marché aux prestations commandées par l'Établissement et réellement exécutées par le titulaire.

5.1.2 – Prix de prestations ne relevant pas du BPU

Conformément à l'article 6.1.2 du présent CCP ci-après, des devis pourront également être demandés par l'Établissement au titulaire pour qu'il réalise des commandes de prestations similaires complémentaires ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du marché.

Les prix de ces prestations seront en conséquence ceux fixés dans les devis du titulaire qui auront été dûment acceptés par l'Établissement, dans les conditions visées à l'article 6.1.2 ci-après.

5.2 – Contenu des prix

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais éventuels afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison des fournitures et matériels qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

De façon générale, les prix comprennent :

- Toutes les charges énumérées à l'article 10 du CCAG/FCS,
- L'outillage à main nécessaire à des professionnels,
- Les moyens de communication (téléphone portable notamment et moyens pour la mise en place du service d'astreinte),
- L'équipement de sécurité réglementaire éventuellement nécessaire (gants, chaussures, casques, harnais notamment), et les vêtements de travail éventuels,
- Les frais de déplacement sur le site de l'Établissement, de livraison et transport aller/retour, d'entretien, de dépannages, les frais de réparations, de contrôles réglementaires et les assurances des matériels fournis par le titulaire,
- Toutes les sujétions et en particulier les frais d'amenée et de repli du matériel,
- Et de façon générale, tout ce qui concourt à la qualité d'exécution des prestations objet du présent marché.

5.3 – Révision des prix

Les prix seront fermes pour la première période annuelle du marché à compter de la date de sa notification.

À l'issue de cette première période annuelle et à chaque date anniversaire du marché (c'est-à-dire la date de la notification du marché), les prix pourront être révisés par le titulaire par application de la formule suivante :

$$P\text{-rev} = P_0 [0,15 + 0,85 \frac{(ICHT\text{-rev-TS})}{ICHT\text{-TS}_0}]$$

Dans laquelle :

P-rev = Prix révisé.

P₀ = prix initial du marché au mois M0.

ICHT-rev-TS (Indice du coût horaire du travail-révisé tous salariés) = Dernier indice connu à chaque date anniversaire du marché (date de notification), tel que publié au bulletin INSEE (www.insee.fr) ou tout autre support de parution officiellement reconnu.

ICHT-TS₀ = Indice de référence retenu au mois M0, tel que figurant au bulletin INSEE ou tout autre support de publication officiellement reconnu.

Les prix ainsi obtenus seront fermes pour la période annuelle en cours, que les coefficients des indices publiés et utilisés pour la révision soient provisoires ou définitifs.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, le coefficient obtenu sera arrondi au millième supérieur. Les prix ainsi obtenus seront fermes pour toute la période annuelle concernée par la révision.

Si le titulaire souhaite faire application d'une révision des prix du marché conformément aux dispositions du présent article, **il devra adresser au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception, un courrier l'informant de son souhait de procéder à la révision des prix du marché en lui fournissant les détails et toutes les explications de ses calculs pour la révision des prix ainsi que tous les justificatifs de parution des indices utilisés pour la révision et en lui adressant les nouveaux tarifs ainsi révisés (c'est-à-dire la DPGF et le BPU mis à jour).**

Cette révision annuelle des prix du marché ne pourra intervenir que dans une période comprise entre le mois précédent la date anniversaire de la notification du marché et le mois suivant cette date. Passé ce délai, le titulaire sera réputé renoncer à une révision des prix pour la période annuelle suivante.

Les nouveaux prix et tarifs tels que révisés deviendront opposables à l'Établissement et applicables à compter de la date anniversaire du marché, sous réserve d'avoir été préalablement adressés à l'Établissement par lettre recommandée avec accusé de réception (AR) et dans les délais et conditions susmentionnés et sous réserve de la régularité des calculs opérés par le titulaire.

5.4 – Clause de sauvegarde

L'Établissement se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date de révision des prix, si celle-ci conduit à une augmentation des prix du marché de plus de trois pour cent (3 %).

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES ET DE RÈGLEMENT

6.1 – Modalités de passation des commandes

6.1.1 – Passation de commandes sur BPU

Les commandes de prestations et matériels figurant au BPU du marché seront passées au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'Établissement par la passation de bons de commande.

Chaque bon de commande sera adressé par l'Établissement au titulaire par tout moyen de communication adapté (notamment par voie électronique ou par courrier postal). Chaque bon de commande devra obligatoirement préciser :

- La référence du présent marché et de chaque éventuel avenant,
- Le numéro et la date de la commande qui vaut date de validité,
- L'identification de la direction ou du service bénéficiaire,
- La désignation précise et détaillée des prestations y compris les frais annexes,
- Les dates et heures limites d'exécution,
- Les conditions et l'adresse précise d'exécution,
- La détermination des quantités, le détail des prix hors taxe et le taux de TVA appliqué,
- Le montant total hors taxe (HT) de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Et le montant total toutes taxes comprises (TTC) de la commande.

Le titulaire sera tenu d'exécuter intégralement les commandes émises par l'Établissement, quel qu'en soit le montant, les quantités demandées et les délais fixés. Chaque commande devra faire l'objet d'une facturation séparée par bon commande émis et validé.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande aura pour point de départ sa date de notification au titulaire.

En tout état de cause, la durée d'exécution de chaque bon de commande ne pourra faire excéder la durée de validité du présent marché d'une durée de plus d'un (1) mois.

6.1.2 – Passation de commandes de prestations hors BPU (sur devis ou sur catalogue)

Des prestations complémentaires similaires non comprises dans le BPU du marché, dont l'Établissement pourrait avoir besoin, pourront faire l'objet d'une demande de chiffrage par le titulaire par voie de devis. Dans ce cas, l'Établissement sollicitera le titulaire en lui adressant une liste exhaustive des prestations à réaliser.

Le titulaire disposera d'un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de sa réception de la sollicitation de l'Établissement pour adresser, par tout moyen, son devis à l'Établissement. En cas de devis dûment accepté, l'Établissement émettra alors un bon de commande correspondant au contenu du devis, dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 6.1.1 ci-dessus.

Si le titulaire n'adresse pas de devis à l'Établissement dans le délai susmentionné, il sera réputé avoir renoncé à honorer la demande de chiffrage de l'Établissement et ce dernier pourra dès lors s'adresser à tout autre opérateur économique de son choix pour obtenir un chiffrage et procéder à l'exécution des prestations concernées.

6.2 – Modalités de règlement des prestations

Les sommes qui correspondent aux prestations commandées sur BPU et réellement exécutées par le titulaire seront acquittées par l'Établissement après constatation du service fait et sur présentation de factures établies par le titulaire.

Il en sera de même pour les sommes dues au titre de la réalisation prestations ne faisant pas partie du BPU, commandées par l'Établissement sur devis dûment accepté par ce dernier et réellement exécutées par le titulaire.

Les règlements interviendront sur présentation par le titulaire d'une facture.

Chaque facture du titulaire portera obligatoirement, outre les indications légales, les indications suivantes :

- La désignation de la personne publique contractante,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Les références (n° et date) du marché et de chaque avenant éventuel,
- Les références de la direction ou service bénéficiaire,
- Les références (n° et date) du bon de commande,
- Les désignations et les quantités des prestations réalisées,

- Les prix unitaires en vigueur à la date de la commande,
- Les montants HT des prestations et matériels,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC des prestations,
- La date et le numéro de la facture.

Les factures devront obligatoirement porter la référence du marché (n° 2025-104) et être adressées à l'Établissement de façon dématérialisée sur le portail « **CHORUS PRO** » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le numéro de SIRET de l'Établissement (N°130 002 728 00017) et le numéro d'engagement de la dépense présent sur le bon de commande ou préalablement communiqué par l'Établissement. Aucun code service n'est à saisir.

Le comptable assignataire chargé de l'exécution des recettes et des dépenses de l'Établissement est l'agent comptable de l'Établissement.

6.3 – Délai global de paiement

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique relatives au délai global de paiement, les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve que l'Établissement ait bien attesté d'une réalisation des prestations objet de la facture conforme aux prescriptions du présent marché.

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de défaut de paiement dans le délai visé ci-dessus, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

6.4 – Acceptation du montant de la facture

L'Établissement vérifiera le montant indiqué sur la facture du titulaire et le complètera éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités à appliquer et/ou les réfections éventuelles.

Le montant définitif à régler au titulaire sera arrêté par l'Établissement. Il sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire sera réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

6.5 – Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et l'Établissement, le paiement sera effectué par virement bancaire, sur la base provisoire des sommes admises par l'Établissement, déduction faite des éventuelles pénalités dues et/ou autres réfections à déduire.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE LIVRAISON ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

7.1 – Lieu et modalités de livraison des prestations

7.1.1 – Lieu de livraison

Les fournitures et prestations seront, sauf précision contraire expresse de l'Établissement, livrées et s'exécuteront dans les locaux de l'Établissement situés à l'adresse suivante :

Établissement Public du Palais de la Porte Dorée
Musée national de l'histoire de l'immigration, Aquarium tropical
Direction de la vie des arts et des idées - **Régie générale**
293, avenue Daumesnil – 75012 PARIS

Aire de livraison : 8 rue Armand Rousseau – 75012 PARIS

Les jours, les horaires, le lieu de la livraison (accès administratif ou aire de livraison) et les modalités exactes de livraison seront indiqués dans chaque bon de commande. Un plan de l'aire de livraison est joint en annexe 1 du présent CCP. Les matériels devront être livrés conformément aux indications de chaque bon de commande.

Les livraisons devront s'effectuer exclusivement par l'aire de livraison, indiquée ci-dessus, dans les conditions définies au bon de commande.

7.1.2 – Modalités de livraison

Les livraisons s'effectueront **gratuitement** sous l'entière responsabilité du titulaire, à charge pour ce dernier de confirmer à l'Établissement la date et l'heure de ladite livraison (délai de livraison et créneau horaire choisi, à définir entre les parties, et à inscrire sur le bon de commande).

Chaque livraison devra être accompagnée d'un bon de livraison qui portera obligatoirement, outre ses propres références, les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire,
- La référence du présent marché et de chaque avenant éventuel,
- La référence du bon de commande,
- Le détail et les quantités des prestations et/ou fournitures livrées,

Ainsi que toutes autres précisions particulières s'y rapportant.

Le bon de livraison devra obligatoirement être établi en deux exemplaires ; un exemplaire sera conservé par le titulaire et un autre par le représentant de l'Établissement.

Sauf demande ou accord préalable et exprès de l'Établissement, les commandes ne devront en aucune façon, être livrées de façon partielle.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu ou de la date de livraison restera à la charge financière exclusive du titulaire et ne pourra en aucun cas être facturée à l'Établissement.

Le titulaire s'engage à honorer sa livraison égarée dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures suivant la date initiale de la livraison concernée et non effectuée et ce, dans le respect du contenu du bon de commande initial.

7.2 – **Modalités de vérification et d'admission des prestations**

Les prestations objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché et qu'elles sont conformes à chaque bon de commande émis par l'Établissement.

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées au moment même de l'exécution des prestations, conformément aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

7.2.1 – Vérifications quantitative des prestations

Lors de chaque livraison des matériels et consommables commandés, il sera procédé sur le champ par le régisseur général de l'Établissement ou par toute autre personne dûment habilitée à la vérification quantitative, en nombre de matériels et/ou en nombre de palettes livrés ou tous autres emballages reçus.

La livraison des matériels et consommables sera constatée par la délivrance d'un récépissé (bon de livraison) au titulaire ou par la signature d'un double du bon de livraison.

7.2.2 – Vérifications qualitatives des prestations avant admission

Les vérifications qualitatives des matériels, fournitures et/ou consommables, en conformité avec le bon de commande, seront effectuées dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés suivant la date de livraison. Passé ce délai et dans le silence de l'Établissement, la livraison sera considérée comme conforme.

Lors de ces vérifications, le titulaire aura la faculté de s'y faire valablement représenter.

7.2.3 – Décision de l'Établissement (rejet, admission)

En cas de rejet des matériels et des consommables (tout ou partie d'entre eux) et/ou prestations pour non-conformité et/ou par suite d'une défectuosité constatée par l'Établissement, le titulaire sera tenu de procéder à la reprise et au remplacement ou à la modification du matériel et/ou de la prestation incriminée dans un délai maximum de cinq (5) jours calendaires, par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS.

À la suite de la livraison de la fourniture modifiée et/ou à l'exécution de la prestation corrigée, l'Établissement disposera d'un nouveau délai de cinq (5) jours ouvrés pour procéder à la vérification des nouvelles fournitures et/ou prestations.

En cas de fourniture et/ou prestation à nouveau défectueuse, l'Établissement aura la faculté de prononcer sans préavis d'une part une sanction financière à l'encontre du titulaire et d'autre part la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire si, du fait de son incapacité, les objectifs n'étaient pas atteints dans les délais ci-dessus fixés.

À la suite des vérifications qualitatives et quantitatives simples, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS par la personne apte à représenter l'Établissement.

ARTICLE 8 : DÉLAIS D'EXÉCUTION

8.1 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution de chaque commande objet du présent marché sera fixé dans le bon de commande qui lui correspondra.

8.2 – Prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire sera dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'Établissement ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'Établissement prolongera le délai d'exécution.

Le titulaire devra signaler à l'Établissement toutes les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. À défaut, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité de retard, telle que prévue à l'article 10 ci-après du présent CCP.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire s'engage à contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Établissement (comprenant ses biens mobiliers, immobiliers et son personnel) et des tiers, victimes d'accidents et/ou de dommages, directs et indirects, matériels et corporels, causés par le titulaire et ses préposés dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire sera également seul responsable et devra assumer seul les conséquences de tout dommage causé à son personnel et à son matériel, ceux de l'Établissement ou à des tiers, du fait de l'exécution des prestations objet du marché.

À la notification du présent marché et conformément aux dispositions du règlement de la consultation, le titulaire a d'ores et déjà remis obligatoirement à l'Établissement une attestation justifiant qu'il a contracté les assurances nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'Établissement une nouvelle attestation d'assurance en vigueur si la durée de validité de l'attestation transmise initialement est inférieure à la durée du marché, de façon que l'Établissement dispose d'une attestation valide pendant toute la durée du marché. La nouvelle attestation d'assurance en vigueur devra être transmise par le titulaire à l'Établissement au plus tard dans les quinze jours calendaires suivant la date de fin de validité de l'attestation initiale.

De façon générale, pendant toute la durée d'exécution du marché, sur demande de l'Établissement, le titulaire sera tenu de lui remettre une attestation d'assurance émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la demande de l'Établissement (par courrier postal simple).

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements résultant de son exécution des prestations et ne pourra exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire aura notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles en vigueur (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il sera tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers. Il demeurera responsable de ces accidents et il sera tenu, en outre, de garantir l'Établissement de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

Le montant des pénalités éventuellement dues par le titulaire en cas de défaillances de sa part dans l'exécution des prestations sera soit facturé séparément au titulaire, soit déduit du montant d'une facture du titulaire.

Les différentes pénalités listées au présent article pourront être appliquées sur simple constatation par l'Établissement du retard ou de l'infraction commise, sans mise en demeure préalable de la part de l'Établissement. Ces pénalités pourront se cumuler entre elles et aucun montant plafond de celles-ci ne sera applicable.

10.1 – Pénalité de retard

En cas de retard de livraison de fournitures et/ou de retard dans l'exécution des prestations objet du marché, selon les délais fixés dans le présent CCP et/ou dans les bons de commande, le titulaire pourra encourir, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation du retard par l'Établissement, une pénalité financière forfaitaire de deux cents euros (200 €) par jour ou heure de retard constaté par l'Établissement (selon que le délai est fixé en jours ou en heures).

Les retards répétés constatés dans l'exécution des prestations pourront entraîner la résiliation du présent marché par l'Établissement, sans indemnité et sans préavis, aux torts exclusifs du titulaire.

10.2 – Autres pénalités

Par ailleurs, le titulaire pourra encourir, sans mise en demeure préalable et par infraction constatée, une pénalité financière forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) en cas de :

- Absence de désignation par le titulaire de son représentant (responsable technique) dans les délais prévus à l'article 2.2 ci-dessus du présent CCP ;
- Absence de qualifications des personnels affectés à la réalisation des prestations, conformément à l'article 4.4 ci-dessus du présent CCP ;
- Non-fourniture dans les délais de l'attestation annuelle d'assurance, conformément à l'article 9 du présent CCP ;
- Non-déclaration préalable d'une sous-traitance, conformément à l'article 12 du présent CCP ;
- Non-fourniture ou fourniture hors délai des documents visés à l'article 13 du présent CCP.

ARTICLE 11 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

11.1 – Retenue de garantie

Le titulaire sera dispensé de constituer une retenue de garantie.

11.2 – Avance

Les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG/FCS s'appliqueront (avance, option A).

Dans la mesure où le montant d'une commande valablement émise au titre de la part à commande dépasserait la somme de cinquante mille euros hors taxe (50 000 € HT), une avance, telle que prévue aux dispositions des articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique, sera versée au titulaire, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Son montant en prix sera égal à cinq pour cent (5 %) ou à trente pour cent (30%) de ces montants toutes taxes comprises si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Si une partie du marché est sous-traitée, le montant initial toutes taxes comprises du marché sera diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

L'avance sera versée au titulaire et remboursée par ce dernier, conformément aux conditions du code de la commande publique.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra cependant sous-traiter que l'exécution de certaines parties de son marché.

La sous-traitance totale est interdite. Une sous-traitance partielle reste possible, mais elle ne pourra pas porter sur les prestations principales de fournitures des produits / de maintenance objet du présent marché.

Le titulaire demeurera, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des stipulations du marché.

Le titulaire du présent marché qui voudrait sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations devra demander par écrit à l'Établissement d'accepter, préalablement à tout commencement d'exécution, chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par l'Établissement, ce dernier notifiera au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché devra faire connaître à l'Établissement le nom et les coordonnées (adresse électronique et téléphone) de la personne physique habilitée à représenter le ou les sous-traitant(s).

Le titulaire engagera sa responsabilité auprès de l'Établissement en cas de non-déclaration préalable à tout commencement d'exécution de prestations du ou des sous-traitants auxquels il souhaite faire appel.

Le titulaire encourra également dans ce cas une pénalité financière, telle que visée à l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 13 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-7, R. 2343-9 et R. 3123-18 du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire s'engage à fournir à l'Établissement, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats démontrant qu'il ne rentre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics prévus au code de la commande publique et qu'il respecte l'ensemble des obligations fiscales et sociales lui étant applicables.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité financière à son encontre, conformément aux dispositions de l'article 10 du présent CCAP.

Le marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du titulaire en cas de non-remise de ces documents, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

14.1 – Conditions de résiliation

Outre les cas prévus aux articles 38 à 43 du CCAG/FCS, le présent marché pourra être résilié, aux torts exclusifs du titulaire, en raison de défaillances du titulaire jugées incompatibles avec la bonne exécution des prestations objet du présent marché et en particulier en cas de :

- Refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché (en particulier du présent CCP) ou de mauvaises exécutions (non conformes) répétées,
- Exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le présent CCP et dans les bons de commande),
- Non-remise des attestations fiscales et sociales prévues au présent marché.

Par ailleurs, le présent marché sera également résiliable par l'Établissement, à tout moment et pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire, par une décision de résiliation en respectant un délai de préavis de six (6) mois à compter de la date de la décision.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire en compensation de son éventuel préjudice.

Enfin, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail, le présent marché sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire à l'encontre du titulaire du présent marché, devra être notifié immédiatement à l'Établissement par le titulaire par lettre recom-

mandé avec accusé de réception comprenant les noms et coordonnées des administrateurs et liquidateurs désignés. Il devra en être de même de tout jugement ou décision de justice susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Établissement adressera alors à l'administrateur ou au liquidateur désigné une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée par l'Établissement. Ce délai d'un mois pourra être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prendra effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus. Elle n'ouvrira droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14.3 – Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché

En cas de résiliation effective du présent marché, l'Établissement pourra exiger du titulaire :

- La remise des prestations en cours d'exécution ainsi que des matières et des objets détenus par le titulaire en vue de l'exécution du marché ;
- La remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au présent marché ;
- L'exécution des mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'Établissement en informera le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article sera appliqué aux frais du titulaire.

ARTICLE 15 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire par décision de l'Établissement, ce dernier se réservera le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Une exécution aux frais et risques du titulaire pourra notamment être réalisée sur décision de l'Établissement en cas de :

- Refus d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché ou non-conformité répétée dans l'exécution des prestations par le titulaire,
- Exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le cadre de réponse du présent marché et éventuellement dans les bons de commande),
- Non-remise à l'Établissement des attestations fiscales et sociales du titulaire prévues à l'article 13 du présent CCP.

L'Établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du présent marché prononcée aux torts du titulaire dans les cas précisés à l'article 14 ci-dessus.

S'il n'est pas possible à l'Établissement de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au présent marché, il pourra y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ne sera pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra cependant fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'Établissement.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

ARTICLE 16 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

L'Établissement ayant reçu les labels « Diversité » et « Égalité », il accorde une importance aux questions d'égalité et de diversité professionnelles et s'est engagé dans une démarche de respect de ces valeurs.

Il souhaite en conséquence que ses cocontractants se soucient également de ces valeurs.

L'Établissement s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. L'Établissement s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, l'Établissement souhaite mobiliser ses cocontractants afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il sera demandé au titulaire de tout marché public conclu avec l'Établissement de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par l'Établissement.

Ce questionnaire ne sera exigé que du seul titulaire du marché. Il prendra la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si l'Établissement lui en fait la demande. Celle-ci pourra intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'Établissement comparera alors la situation décrite à celle présentée initialement.

ARTICLE 17 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution du présent marché, l'Établissement et le titulaire

pourront recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au présent marché, dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agira comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en auront exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable n'interrompra pas le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'Établissement sur l'avis du comité.

En cas de règlement amiable impossible, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'exécution du marché seront jugées par le Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 18 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 7.2 (Modalités de vérification et d'admission des prestations) du présent CCP déroge pour partie aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

L'article 10 (Pénalités) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 12 (Sous-traitance) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG/FCS.

L'article 14 (Résiliation) du présent CCP déroge aux dispositions des articles 38 à 43 du CCAG/FCS.

L'article 15 (Exécution aux frais et risques du titulaire) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

L'article 17 (Règlement des différends) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS.

ANNEXE 1 : PLAN DE L'AIRE DE LIVRAISON DE L'ÉTABLISSEMENT

